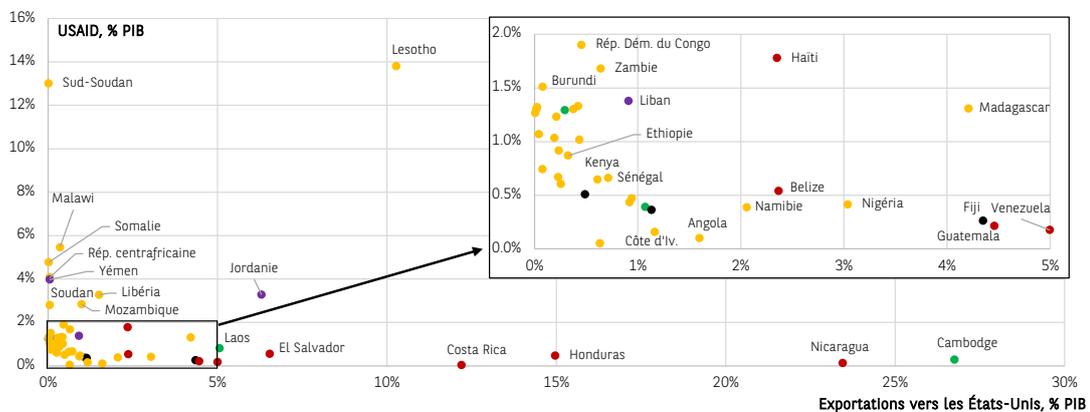


FIN DE L'USAID ET GUERRE COMMERCIALE : UN DOUBLE CHOC POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Depuis janvier 2025, les États-Unis annoncent des revirements majeurs dans leur politique étrangère et commerciale. Pour les pays en développement qui dépendent de l'aide internationale, l'interruption de l'USAID¹ et la hausse des tarifs douaniers sur les importations états-uniennes constituent un double choc qui fragilise durablement leurs perspectives économiques.

PAYS EN DÉVELOPPEMENT : EXPORTATIONS VERS LES ÉTATS-UNIS ET FLUX REÇUS DE L'AGENCE USAID



SOURCES : UNCOMTRADE, FOREIGNASSISTANCE.GOV, FMI

Les pays en développement d'Amérique centrale sont particulièrement vulnérables, davantage que la moyenne des pays d'Amérique Latine². En effet, leurs exportations vers les États-Unis pèsent lourd dans leur PIB (cf. Graphique), notamment pour l'acier, l'aluminium et les pièces automobiles (droits de douane de 25%). Ces pays pourraient toutefois proposer de durcir leurs politiques migratoires et de mieux lutter contre le narcotrafic afin d'obtenir des tarifs douaniers plus avantageux.

L'Afrique subsaharienne est doublement exposée. La région est le premier récipiendaire des flux d'USAID, en dollars courants et en proportion au PIB : en 2024, ils s'élevaient à 0,7% du PIB en moyenne. L'interruption de l'USAID détériore considérablement les perspectives sanitaires, sécuritaires et économiques de la région. L'Afrique subsaharienne est également vulnérable au ralentissement du commerce mondial. À première vue, l'impact direct d'un tarif douanier états-unien uniforme de 10% peut sembler limité. Seuls 5% des exportations de la région sont à destination des États-Unis, et il s'agit en grande partie de matières premières exemptées de droits de douane. Cependant, la fin de la loi AGOA³ fait perdre à 32 pays africains un accès préférentiel au marché états-unien pour de nombreux biens. Parmi ces pays, le Lesotho est, de loin, le plus vulnérable compte tenu du poids élevé des exportations, notamment de produits textiles, vers les États-Unis. Dans une moindre mesure, le Kenya et Madagascar se trouvent dans une situation similaire. Par ailleurs, les pays exportateurs de matières premières (excepté l'or) devraient faire face au ralentissement de la demande mondiale et à la baisse des cours. À ce titre, l'Angola, le Nigéria et la zone CEMAC sont particulièrement vulnérables.

Les marges de manœuvre de l'Afrique subsaharienne sont fortement limitées. La région n'a pas la capacité d'accroître ses importations depuis les États-Unis dans l'optique de réduire un excédent commercial de toute façon très maigre (USD 11,3 mds en 2024, soit 0,04% du PIB états-unien). Les marges de manœuvre budgétaires pour accroître les dépenses, en vue de se substituer à l'USAID, sont faibles voire inexistantes. Enfin, la capacité des banques centrales à assouplir leur politique monétaire est également limitée : les pressions inflationnistes restent importantes (l'inflation régionale a accéléré à 18,3% en 2024) et les dettes publiques sont exposées au risque de change.

1 Agence états-unienne pour le développement international

2 Voir [le Graphique de la semaine : Amérique latine : quelle vulnérabilité au-delà des droits de douane ?](#)

3 Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique

Lucas Plé

lucas.ple@bnpparibas.com

ÉTUDES ÉCONOMIQUES



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOINSIGHT

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

ECOFFLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV

Quel est l'évènement du mois ?
La réponse dans vos quatre minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page **linkedin** des études économiques

OU TWITTER

voir la page **twitter** des études économiques



Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de déterminer une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>.

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2025). Tous droits réservés.

Pour vous abonner à nos publications :

ÉTUDES **ECONOMIQUES**



Bulletin publié par les Études Économiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemerrie
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change